

L'Europe en soi: proposition pour un récit politique européen

Toni Ramoneda

doi: 10.7358/lcm-2015-002-ramo

ABSTRACT

This article proposes a narrative voice for European politics by the use of some interviews that have been made with political actors that work or have worked in the European institutions. The paper explores within the theoretical frame of Habermas discursive rationality the existence of a European being by means of utterance. A European narrative thus appears in the words pronounced by the actors having been interviewed. Indeed as far as we follow the theory of institutional facts, the discursive rationality and the concept of claim as a political action, this narrative becomes by itself the Europe in utterance.

Mots clés: communication politique, discours, énonciation, Europe, faits institutionnels, Habermas, raison, récit, reconnaissance, voix.

Key words: claim, discourse, Europe, Habermas, institutional facts, narratives, political communication, reason, recognition, utterance.

1. INTRODUCTION: UNE VOIX POUR L'EUROPE

L'Europe s'énonce par la parole des personnes qui la pensent, la vivent, ou l'imaginent, c'est-à-dire, par la parole de l'expérience. Avec ce postulat de départ nous adoptons l'hypothèse de l'énonciation selon laquelle l'acte de parole permet l'avènement du sujet dans le langage et nous étendons cette hypothèse à l'institution en tant que sujet politique. Mais nous proposons de le faire depuis le prisme de la théorie des faits institutionnels de John R. Searle. Ce philosophe du langage américain décrit la construction des réalités sociales à partir de la mise en place de règles régulatrices et de

règles constitutives de notre monde commun. Ainsi, dès lors que nous nous exprimons sur notre réalité nous sommes en train d'en reconnaître l'existence en même temps que nous la faisons exister par sa réactualisation permanente et cela se produit au moyen du langage (Searle 1985 et 1995).

Si l'on considère, avec Axel Honneth, les évolutions manquées ou les perturbations dans les processus d'une société comme des pathologies sociales (2006, 42), il nous est possible d'analyser ce moment européen sans cesse marqué du sceau du manque (ou de la crise) qui est le moment de la construction d'une réalité institutionnelle européenne comme une quête pour la reconnaissance. "Nous faisons un pas dans l'inconnu", disait en 1950 Robert Schuman, alors ministre des Affaires étrangères français, en conférence de presse après la déclaration instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier; "nous ne savons pas ce qui peut se passer avec un Grexit", dit-on aujourd'hui. Car l'Europe est l'expression permanente de l'incertitude politique. Comment est-il donc possible de se vivre soi-même en européen dans un espace aussi incertain? Nous proposons ici trois récits possibles, trois expressions de l'être européen dans lesquelles s'insèrent les paroles énoncées par des hommes et des femmes politiques interviewés en tant que représentants de cette construction européenne. Il s'agira d'abord de comprendre par quelles stratégies un groupe d'individus peut se donner une forme collective d'appartenance; nous proposerons ensuite d'identifier ces stratégies comme des énoncés dans lesquels il est possible d'y reconnaître des paroles au moyen desquelles se fait entendre une voix européenne: une Europe qui s'énonce.

2. LES TROIS STRATÉGIES DE CONSTRUCTION D'UN LIEU COMMUN

Dans un ouvrage important sur la construction européenne, le philosophe et historien Luuk van Midelaar fait usage de son expérience auprès du président du Conseil européen pour analyser la manière dont l'Union européenne se donne un corps politique (van Midelaar 2012). Du point de vue discursif le Conseil européen est particulièrement intéressant car il s'agit d'une institution dans laquelle se retrouvent les chefs d'État et de gouvernement des différents pays membres et dont la parole publique doit répondre à l'exigence de représentativité qui en découle. Ainsi, ces hommes politiques ne se retrouvent pas autour d'une table exclusivement en tant qu'hommes et femmes de pouvoir habilités à prendre des décisions, mais également en tant que représentants d'une autre parole pu-

blique, celle qui leur confère leur rôle d'élu national. De cette manière, ils portent avec eux la parole politique du récit national dont ils sont les garants et font de ce lieu d'échanges qui est le Conseil européen un espace de rencontre entre plusieurs récits nationaux. Cette articulation de différents niveaux de représentativité est ce qui constitue l'être européen lorsqu'il s'énonce.

Mais dans chacun de ces récits nationaux il y a aussi l'expression d'une appartenance et de la construction d'une entité collective. Pour van Midelaar, cette construction de l'entité collective que nous appelons depuis le XIX^{ème} siècle les États-nation, s'est faite historiquement en suivant trois stratégies différentes qui peuvent être exprimées par ces trois types d'énoncé: "notre peuple", "dans notre intérêt" ou "notre propre décision". En suivant cette logique discursive une entité politique existe lorsque les habitants d'un espace géographique sont en mesure de reconnaître leur appartenance commune ("notre peuple"); lorsqu'ils se reconnaissent dans un intérêt commun ("dans notre intérêt") et lorsqu'ils se reconnaissent dans la prise de décisions collective ("notre propre décision"). Il nous est donc possible de parler de public plutôt que de peuple et d'actualiser ainsi la notion d'"espace public" théorisée par Jürgen Habermas en suivant sa propre évolution dans le cadre de la rationalité discursive vers la notion d'agir communicationnel. Aborder ainsi la construction européenne à partir des formes d'énonciation qui la façonnent revient à rendre compte de l'existence d'un espace public européen dans lequel on peut reconnaître la voix de ses participants.

Luuk van Midelaar assigne à ces trois grandes stratégies de construction d'un public le nom métaphorique de stratégie allemande, romaine et grecque. Dans chacun des États membres qui forment l'Union européenne et dont les représentants se retrouvent au sein du Conseil européen, ces trois stratégies sont en permanence renouvelées et c'est le cas également pour l'Union européenne elle-même, dont les différentes institutions, de la Commission au Parlement en passant par le Conseil européen ou encore les différentes commissions d'experts n'ont de cesse que de produire des discours concernant l'existence d'un peuple commun, des actions et de preuves visant à rendre compte de l'intérêt commun à faire partie de l'Europe et des formes de consultation, des votes ou des initiatives qui font appel à la décision collective des citoyens européens.

La dernière grande crise en date, celle concernant le financement de la Grèce, est un exemple du fonctionnement européen selon ces trois stratégies. L'ouverture des négociations se fait selon l'énoncé "dans notre intérêt", celui des Européens. Cet énoncé est cependant interprété pour chacun des pays membres. "Notre intérêt allemand", "notre intérêt grec", "notre

intérêt français”... Ce qui ne gomme pas l’existence également de “notre intérêt européen”¹.

Cette forme d’énonciation ouvre donc déjà un espace de polémique, d’échange et d’oppositions auquel vient s’ajouter le deuxième type d’énoncés: “notre peuple”. Ici, le sujet auquel se rapporte cette énonciation ne peut pas être identifié sans un lien direct à chacun des États membres, mais cela n’empêche que l’invocation au peuple demeure un argument considéré comme étant pertinent dans la négociation. Ce faisant, l’énoncé national devient aussi l’évocation de l’entité “notre peuple” européen qui devrait correspondre à ce que chacun de ces “notre peuple” nationaux exprime dans la négociation. Cette crise est en ce sens aussi une tentative d’institutionnalisation d’une forme d’hégémonie politique qui voudrait instaurer un peuple européen à l’image de “notre peuple” allemand, français, espagnol, finlandais... Il arrive ensuite le moment décisionnaire. La convocation d’un référendum est en ce sens le symbole ultime de cette stratégie fondée sur “notre propre décision”. Mais chacun des pays membres a également soumis au vote de son Parlement national la décision adoptée. Cette crise étant par ailleurs liée à la monnaie unique, les acteurs concernés n’étaient pas l’ensemble des pays membres, ce qui rendait illogique une décision collective du Parlement européen².

Cette stratégie multiple est donc elle-même constitutive de l’Europe et lui donne, de ce fait, une existence politique et la forme d’un être européen. A la construction et à l’expression de cet être européen participent les élus que nous avons interviewés et dont la parole est celle d’un vécu d’Europe qui devient explicite et se fait donc récit lorsqu’elle est entendue comme telle.

3. L’EXPRESSION D’UNE VOIX EUROPÉENNE

On reprend ici les paroles d’un certain nombre de femmes et d’hommes politiques que nous avons interviewés entre le printemps 2012 et l’automne 2013 dans le cadre d’un projet de recherche dont un des résultats est un ouvrage paru en Espagne en 2014 (Ramoneda 2014) ainsi que la mise un

¹ Il serait intéressant de voir les implications de ces discours en termes d’appartenance idéologique (“notre intérêt en tant que libéraux, sociaux-démocrates”) mais cela dépasse le cadre et les ambitions de cet article.

² À la suite de la crise, le président français a plaidé pour l’institution d’un Parlement de l’Eurogroupe.

place d'un réseau pour l'observation des discours et contre-discours européens piloté par Julien Auboussier³. Nous avons réalisé des entretiens d'une durée d'entre une et deux heures sous une forme très ouverte visant à laisser nos interlocuteurs s'exprimer sur deux aspects principalement de la construction européenne: leur propre rapport à l'engagement européen et le rôle d'expert que leur confère l'expérience européenne. Il nous semble que l'articulation de ces deux postures nous permet maintenant de faire entendre une forme d'énonciation européenne porteuse d'une voix politique.

3.1. *Le rapport à l'Europe*

Expliquer son propre rapport à l'Europe c'est une manière de revisiter le passé tout en transitant, au moyen du processus d'énonciation, par l'expérience vécue de celui qui s'exprime. L'Europe s'incarne ainsi dans des souvenirs qui deviennent autant de situations réelles, actualisées par la parole. Cette réalité est elle-même constitutive de l'Europe qui, à son tour, a façonné l'expérience de la personne qui la raconte. C'est la raison pour laquelle le récit de soi est toujours vrai, dans le sens où la vérité existe dès que l'on établit une relation avec le monde. Dans le cas des récits dont se compose cet article, de cette relation avec le monde émerge un être européen constitué d'autant de vérités que de récits possibles mais toutes suspendues à la vérité première du rapport à la parole.

“L'Europe commence lorsque vous accueillez les déportés [...]”, avions-nous demandé à Michel Rocard après lecture de ce témoignage: “En moins d'un an, je suis passé du stade d'enfant à celui de militant pacifique sinon pacifiste, de militant politique et de militant européen. Aucune de ces convictions ne m'a jamais quitté, cela fait soixante-deux ans maintenant” (2008, 14). Mais sa réponse nous renvoya ailleurs, dans un autre temps et vers un autre récit: “Non. Cela commence à la fin de l'Empire romain. L'Europe est le produit d'une malédiction géographique”. Comme si la vérité du récit européen de notre interlocuteur ne pouvait être que celle que le chercheur avait lue pour préparer son entretien, nous avons insisté: “cela vous le dites maintenant, mais est-ce qu'en 1945 lorsque vous accueillez ces déportés qui arrivent à Paris, vous [...]”. C'est ici que la différence entre le récit de soi et la parole écrite se fait visible. La vérité du récit se trouve dans la relation, au moment présent de cet entretien, entre le politique et le chercheur et elle s'impose en tant que parole énoncée: “j'ai mis longtemps à comprendre, et faites attention à un détail contraire à l'esprit de

³ <http://disceurope.hypotheses.org/>.

votre recherche et de votre publication, que le savoir moderne tel qu'il le fait la télévision, raccourcit les horizons. On n'aime pas le long terme. On ne pense plus long. Jamais la télévision ne vous présente des événements attachés à leurs antécédents séculaires. Notamment pour l'Europe". Après cette mise en garde, l'ancien premier ministre et député européen continua ensuite son récit, en remontant aux sources de l'histoire, pour expliquer son rapport à l'Europe.

Nous étions dans la vérité de sa relation au monde, à l'autre qui écoute et aux autres qui auront éventuellement accès à la mise en récit de cette parole. Nous étions, pour ainsi dire, dans la vérité de la communication. L'être européen que nous décrivons ici est donc le fruit d'une double énonciation, celle de la parole qui a été récoltée lors des entretiens menés et celle de la parole que le lecteur retrouve maintenant sous ses yeux. Nous passons de la relation entre l'interviewé et l'intervieweur à celle qui s'établit entre le moi qui écrit et le moi qui lit. Cette relation est notre vérité à nous, lecteur, et, en dernière instance, ce que nous appellerons notre Europe.

Dans les mots de Michel Rocard nous avons été confrontés à une parole qui fait appel à la réflexion et à l'engagement historique pour parler de l'origine de l'être européen. Cela s'accorde également avec un récit qui est celui de l'histoire dramatique de l'Europe à laquelle nous appartenons et qui nous situe dans la stratégie de construction d'un espace public composé d'énoncés du type "notre peuple". Les références historiques et politiques dont le récit du premier ministre est ponctué fonctionnent comme autant de repères dans la construction de ce peuple d'appartenance.

D'autres responsables politiques nous ont répondu avec des vérités semblables. Questionnée sur son engagement européen, Cristina Narbona, ancienne ministre de l'Environnement lors du gouvernement socialiste de José Luis Rodriguez Zapatero en Espagne, mais qui avait fait ses études en Italie pendant la dictature franquiste et qui, une fois retournée en Espagne, participa en tant qu'économiste aux pourparlers entre les banques de crédit européennes, s'exprimait en faisant appel à la passion: "Je dis toujours que de mon temps passé à Rome j'en ai ramené outre ma passion pour l'Italie, ma passion pour la politique et pour l'Europe". Face à la réflexivité du premier ministre français, nous avons ici la passion d'une ancienne ministre espagnole. Dans les deux cas cependant leurs paroles se réfèrent à un objet déjà existant et que nous reconnaissons toujours comme étant "notre peuple".

Un autre membre du *Parti Socialiste* espagnol, Antoni Castells, et ancien membre de la Cour de comptes européenne, répondait à la question depuis la posture du fédéraliste (le *Parti Socialiste* espagnol est un parti fédéral) en tant que membre de la fédération catalane de son parti, lequel,

par ailleurs, défendait à l'époque le droit à l'indépendance de cette région. Il exprimait avec sa réponse un engagement proprement politique: "L'Europe a toujours été une référence. Pour toute une génération l'Europe est une référence de liberté essentiellement"⁴.

Cet engagement politique est une défense de la liberté mais dans les mots d'un fédéraliste catalan c'est aussi la revendication d'une appartenance à un peuple, "notre peuple" qui souhaite être et rester libre.

"Notre peuple est dramatique"; "notre peuple est passionnant"; "notre peuple est libre". Ainsi s'énonce l'être européen par la parole de ces trois premiers témoignages. Une voix européenne commence à se laisser entendre...

Josep Borrell a été président du Parlement européen entre 2004 et 2008. Son expérience d'Europe avait commencé cependant avec un mémoire de fin d'études en 1964 sur les négociations commerciales entre l'Espagne et l'Ue. Pour lui, c'est-à-dire, pour l'individu qui nous parle en entretien, l'Europe est une suite d'opportunités professionnelles et un lieu intéressant pour son évolution de carrière. Mais son récit est également celui d'un homme politique qui s'exprime à propos des enjeux historiques de la construction européenne: "pour nous, pour notre génération, l'idée du socialisme était identifiée à celle d'Europe parce que l'espagnol de classe moyenne qui avait sévi le franquisme identifiait l'Europe à l'état providence, la solidarité et les idées progressistes". Notre sujet de parole se place ici dans la situation du représentant politique membre d'une génération qui décrit l'intérêt politique pour l'Europe dans un pays, l'Espagne, à une époque précise. Et l'homme politique devient dès lors un commentateur critique: "Dans les faits, l'Europe s'est plus construite depuis des positions de centre et de postulats libéraux que depuis la gauche. L'Europe, du moins dans son transit, s'est fondée sur l'idée de marché. L'Europe a été créée depuis l'économie et depuis le marché [...] il a été laissé au cadre national la question sociale". Le récit est ainsi reconduit vers l'expression d'une opinion politique anti-libérale sans pour autant renoncer à l'idée que l'Europe est (ou devrait être) "dans notre intérêt". Plus précisément, il nous indique que c'est dans notre intérêt de réussir à faire en sorte que l'Europe retrouve les compétences sociales qu'elle a laissées dans les mains des États-nations.

De la même manière, un autre homme politique espagnol qui a été, lui, ministre de l'Économie sous les deux gouvernements de José Luis Rodríguez Zapatero, Pedro Solbes, décrit la construction européenne comme un modèle pour dépasser les conflits: "Il s'agit d'un modèle de dépassement des conflits armés en Europe. Nous essayions de créer un espace pour la

⁴ Antoni Castells appartient à la génération que l'on identifie avec le changement de régime en Espagne.

paix avec des schémas démocratiques clairs”. Si pour notre précédent interviewé l'énoncé “c'est dans notre intérêt”, se référait à une classe, un pays ou une idéologie (les espagnols de classe moyenne, le cas de l'Espagne et l'antilibéralisme), nous sommes ici dans un intérêt qui est universel. *C'est dans notre intérêt humaniste*, pourrait-on dire, que la construction européenne doit se poursuivre. De la même manière, la députée européenne Sylvie Guillaume, aujourd'hui vice-présidente du Parlement européen, exprime l'intérêt de tout un pays à se confronter à d'autres pays: “Et puis aller se confronter à d'autres cultures, se dire que notre esprit franco-français devait peut-être aussi se confronter à d'autres”.

“C'est dans notre intérêt une politique sociale européenne”; “c'est dans notre intérêt une Europe comme modèle” et “c'est dans notre intérêt que de se confronter aux autres”, précise la voix européenne.

L'été 2012 nous avons interviewé un jeune député européen, élu Vert et défenseur d'une relation privilégiée entre la Catalogne et Bruxelles, Raül Romeva. Cet homme politique est aujourd'hui la tête de liste d'une candidature pour l'indépendance aux prochaines élections régionales catalanes. Cette bribe de parcours biographique est a priori une anecdote dans ce récit. Mais l'anecdote trouve son sens lorsque nous observons dans le récit de l'interviewé lui-même l'importance fondatrice qu'il attribuait au débat sur la constitution européenne: “2004 avait été une année très particulière en ce sens parce qu'il y avait tout le débat sur la constitution européenne et nous, dans mon parti, nous avons vécu un conflit de génération très important”.

Ce conflit de génération était celui qui se produit entre ceux qui ne pouvaient pas, pour des raisons historiques et émotionnelles, voter *non* parce qu'ils ressentaient ce vote comme un non à l'Europe et ceux, comme le jeune député des Verts, qui s'en sentaient capables et légitimes. Il est possible, nous dit le député, de prendre ses propres décisions sans craindre un nouveau coup de bâton de l'histoire.

Une histoire qui est très présente lorsque Maria Badía, eurodéputée socialiste catalane, explique son engagement européen par la volonté de pouvoir vivre en dehors de l'Espagne. “Je pense aussi que ma génération est de tendance plus européiste. Entre autres choses parce que la liberté, la démocratie et la culture venaient de l'extérieur”. Une vie vraiment démocratique, dont l'Europe était l'image et dont le voyage était le symbole de la décision de vouloir la vivre.

“Notre propre décision sans les contraintes d'une histoire passée”; “notre propre décision en tant qu'aspiration à la démocratie”, finit par conclure cette voix.

Mais entendre cette voix implique de lui reconnaître une capacité de s'accorder à la réalité: les énoncés que nous entendons ici ont une portée

politique seulement s'ils peuvent être repris par d'autres personnes dans d'autres contextes afin de rendre compte de leur propre réalité européenne (Laugier 1999 et 2010). Il n'est pas ici possible de procéder à ce travail de vérification, qui n'est d'ailleurs pas, par conséquent, un travail de recherche, mais nous pouvons en revanche reprendre les mêmes paroles et les confronter à leur propre rapport à la réalité européenne.

3.2. *L'expertise du monde*

L'institution européenne dans son ensemble et le Parlement européen de manière encore plus visible, se régissent par un principe délibératif selon lequel l'adoption d'une décision doit faire l'objet au préalable d'un examen argumenté. Ce processus repose sur un travail d'expertise sur le terrain et de ce fait, en intégrant les commissions qui sont chargées de proposer des arguments à la délibération pour chacun des domaines d'action de l'Ue, l'élu européen se voit investi d'un statut d'expert sur le monde.

Cette expertise est d'ordres très variés. Un de nos interlocuteurs, Raimón Obiols, revendique dans son discours l'expertise intellectuelle sur la démocratie européenne. Très lié au courant fédéraliste et défenseur d'une Europe supra-nationale, ce député du *PSOE* catalan insiste sur son activité à partir de propositions et de diagnostics. Le premier diagnostic concerne la raison d'être historique de l'Europe en rapport avec la construction des États-nation: "À ce moment [en 1999] était très présente la perception selon laquelle l'État-nation et les nationalismes d'État avaient produit deux tragédies terribles et qu'il fallait un idéal européen pour dépasser cela". Face à ce constat, le député explique sa proposition telle qu'il l'avait imaginée dans son rôle d'expert: "dès lors, notre position s'est concrétisée sous la forme d'un manifeste qu'avait souscrit une grande majorité des membres de notre groupe [...]. On proposait des changements sémantiques comme celui d'appeler gouvernement la Commission européenne, par exemple".

Cette réponse passe donc par une prise en compte du principe de représentativité, c'est-à-dire, de la manière dont l'expérience vécue par chacun des citoyens de l'Europe peut se traduire en une forme de vie institutionnelle.

La même opération discursive se produit lors de son deuxième diagnostic: "je pense que les événements à partir de 2008 nous ont donné raison, dans le sens où la nouvelle étape européenne, avec une monnaie unique et la banque centrale européenne ressemblait à un avion qui devait s'envoler avec un seul moteur et lorsque la crise éclate et l'avion rentre en zone de turbulences l'imprudence de ce qui avait été fait devient évidente".

Si dans un premier moment la question importante est celle de la sémantique et du principe de représentativité, le récit évolue ensuite vers la question de l'organisation de l'institution dans le monde tel qu'il est. L'option fédérale et supra-nationale est alors, toujours dans les paroles du député européen, ce qui permet au peuple de se reconnaître comme tel lorsqu'il est habilité à prendre des décisions.

“Nous décidons en Europe à condition de devenir une institution différente”, dit la voix fédéraliste.

Une autre parole d'expertise est celle de Pedro Solbes, qui a été conduit à agir directement dans ce domaine proprement constitutif de l'Ue qui est celui du marché commun, par son activité politique en tant que ministre espagnol de l'Économie. Son diagnostic d'expertise concerne l'absence d'unité de cet espace d'échanges: “Les différents comportements au sein de la zone euro sont assez incompatibles avec un marché financier que veut de la clarté et veut savoir qu'est-ce qui va se produire”. La parole de l'expert acquiert une portée performative lorsqu'il parle de ce que “veut le marché financier”. Nous avons là un de ces exemples de parole institutionnelle créatrice elle-même de faits institutionnels, ici, le fait marché financier. Mais au-delà de ce pouvoir dont l'expert est investi par son statut de connaisseur, le récit de cet ancien ministre est également celui de quelqu'un qui réclame une unité d'action dans une forme de certitude concernant la quête de “notre peuple”.

“Notre peuple est un espace de certitude”, réclame cette voix.

Retrouvons maintenant notre premier ministre féru d'un peuple européen. Lui aussi fait usage de son rôle d'expert. Et le diagnostic est, dans ce cas, sans nuances: “Maintenant il n'y a plus de croissance, [...] dix pour cent de chômage plus dix pour cent de précaires et mélangés avec les précaires, cinq pour cent de vrais pauvres. Personne ne veut plus voter pour rien. Les référendums européens sont tous négatifs et si l'Allemagne avait dû ratifier le traité de projet constitutionnel par un référendum, cela aurait été non. Tout le monde le sait. Des crises financières tout le temps, des changes totalement volatiles. Voilà l'état dans lequel nous sommes. Quelque chose s'est cassé dans le logiciel du capitalisme”. C'est donc, aux yeux du fondateur de la deuxième gauche, tout un monde qui s'effondre ou qui risque de le faire. Face à ce constat, une première proposition sous forme de revendication consiste à dire que c'est la politique incarnée par le peuple qui interdit aux marchés de faire la loi “justement, ce qui l'interdit c'est le petit peuple et les électeurs”, nous dit-il. Notre propre décision, dirons-nous ici. Et un deuxième constat d'expert vient tout de suite noircir encore davantage le tableau lorsqu'on l'interroge sur la difficulté à saisir les enjeux géopolitiques du moment, tout en revendiquant le statut de sa

parole: “moi c’est mon métier. Moi je baigne dedans. Donc premièrement. Pour un occidental d’aujourd’hui, premier petit problème, apporter dans la gestion du monde une alternative moins violente que la proposition américaine. C’est pour cela qu’on est au Mali”. L’Europe, conclut le récit de notre expert diplomate, est en fin de compte, dans notre intérêt occidental.

Membre du courant dit des rocardiens, Sylvie Guillaume décrit son métier avec passion et se pose en experte du rôle de parlementaire. Cela ne l’empêche pas pour autant de reconnaître ce qui fait la spécificité de son parti ni les idées qui y sont défendues: “depuis plusieurs années dans mon groupe politique vit l’idée de la taxe de transactions financières, de régulation sur l’économie etc. etc.”. En tant que députée, son domaine d’expertise consiste aussi à être en mesure d’adapter ces idées à la réalité politique: “Au moment où la crise s’installe [...] on sent bien qu’il y a une opportunité de faire vivre ces idées là et à ce moment-là c’est vrai que le gouvernement français change et peut se saisir aussi de cette longue marche”. Car nous dit son récit, c’est dans notre intérêt politique que d’agir en tant qu’Européens.

Et c’est également un intérêt, celui de la paix, qui guide l’action de Raül Romeva. Dans ce cas son expertise est celle d’un spécialiste en la théorie des conflits, “la guerre est une institution”, nous dit-il et de ce fait, construire et participer à l’Europe revient à construire une institution de paix: c’est dans notre intérêt pacifiste que de construire l’Europe.

“C’est dans notre intérêt occidental”; “c’est dans notre intérêt socialiste”; “c’est dans notre intérêt pacifiste”. Notre voix est devenue idéologique lorsqu’elle a dû s’accorder à la réalité.

4. CONCLUSION: ÉNONCER L’EUROPE POUR LA RECONNAISSANCE D’UNE VOIX POLITIQUE

Les énoncés que nous avons ici construits en reprenant les formules proposées par Luuk van Midelaar appartiennent finalement à notre propre récit d’Europe. Il n’en demeure pas moins qu’il s’agit de formes d’énonciation capables de donner lieu à une voix européenne. Cette voix n’a pas le même rapport au discours selon qu’elle est l’expression d’un rapport à l’Europe ou d’une forme d’expertise. C’est cela qu’il convient en dernière instance de rendre visible: c’est lorsque l’Europe s’énonce par son expertise qu’elle devient proprement idéologique.

Si l’on reprend maintenant, armés de cette voix européenne, l’actualité médiatique concernant les institutions et l’espace géographique qu’elles

occupent, notre peuple, nos décisions, et notre intérêt retrouvent une portée européenne que nous avons peut-être oubliée à force de vouloir décrire un *demos* ou créer une communauté de destin. C'est en tant que public de cette énonciation que les européens peuvent mettre en place de formes de luttes pour la reconnaissance et de fait c'est ce qui se passe en ce moment à l'intérieur de chacun des pays membres. D'élection en élection, de crise en crise, de référendum en débat, l'Europe s'énonce et se construit.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Honneth, Axel. 2006. *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*. Paris: La Découverte.
- Laugier, Sandra. 1999. *Du réel à l'ordinaire. Quelle philosophie du langage aujourd'hui?* Paris: Vrin.
- Laugier, Sandra. 2010. *Wittgenstein. Le mythe de l'inexpressivité*. Paris: Vrin.
- Ramoneda, Toni. 2014. *Europa como discurso. Un ensayo de democracia real*. Barcelona: RBA.
- Rocard, Michel. 2008. *Notre Europe*. Paris: Robert Laffont.
- Searle, John R. 1985. *L'intentionnalité. Essai de philosophie des états mentaux*. Paris: Les Éditions de Minuit.
- Searle, John R. 1995. *La construction de la réalité sociale*. Paris: Gallimard.
- van Midelaar, Luuk. 2012. *Le passage à l'Europe. Histoire d'un commencement*. Paris: Gallimard.